

Chapitre 2

Conception dominante de la démocratie : une pensée unique ?

Contexte mondial de la politique

La mondialisation impérialiste n'arrive pas à s'accommoder à la diversité culturelle ou celle des civilisations du monde. Le conflit des civilisations est parfois évoqué pour justifier les guerres. La culture ou la civilisation dominante se veut universelle. Elle est l'aboutissement de l'histoire humaine ; il n'y aurait plus d'autres histoires à faire.

Le matérialisme démocratique (Badiou 2007) est devenu l'idéologie dominante du monde. Selon celle-ci, il n'y a au monde que des corps marqués de langages et rien d'autre. Il n'y a qu'un marché, une politique, une économie ; bref, un seul ordre des choses, c'est tout et c'est comme ça. Les langages sont équivalents et les corps permutable. Il ne peut y avoir d'exception sinon elle ne peut être que totalitaire ou terroriste. Tout ce qui n'est pas comme le reste du seul ordre des choses est effectivement et intrinsèquement antidémocratique. Il est devenu, de plus en plus, obligatoire d'être démocrate. La démocratie étant réduite à l'ordre politique occidental, il est impératif d'avoir une démocratie du type occidental.

En ligne avec la mission civilisatrice des colonialistes et la mission développementaliste des néocolonialistes, les puissances, occidentales surtout, se donnent la mission de la démocratisation du monde. Comme pour les autres missions, l'initiative des concernés est rarement sollicitée, la mission se fait par imposition, même par la force aux peuples à démocratiser. La démocratie est réduite à un paquet de techniques comprenant le constitutionnalisme (parfois même le brouillon de la Constitution vient des experts étrangers), le mécanisme électoral (avec un réseau

électronique programmé à partir de l'étranger), les systèmes de management des élections avec des observateurs étrangers, etc., à exporter et imposer à partir du sommet de l'Etat dans les pays dominés. Pour le cas de la RDC, même l'essentiel du financement des élections était pris en charge par l'Union Européenne. Et comme par hasard, presque rien n'a été retenu comme budget pour l'éducation civique des Congolais. Le *demos*, donc, est réduit aux électeurs passifs sans éducation civique réelle.

Une fois encore, une catégorie attrayante, la démocratie comme l'étaient la civilisation et le développement, est utilisée, non pas pour faire rupture avec le monde libéral responsable de l'esclavage Atlantique, du colonialisme et du néocolonialisme, c'est-à-dire, le monde créé par les esclavagistes, les colonialistes et les néocolonialistes mais, pour assurer sa continuité. Une démocratie qui échappe au contrôle des concernés ne peut être démocratique. Comme on a vu avec les missions de la civilisation et du développement.

Il faut remonter jusqu'aux révolutions bourgeoises, depuis l'anglaise, l'américaine, la française, etc., pour savoir ce qui est en jeu dans la logique de toutes ces missions. A chaque fois, les peuples à civiliser, à développer et à démocratiser, sont considérés comme des objets plutôt que des sujets responsables de leurs propres missions. La charité remplace toujours la solidarité qui suppose une maxime d'égalité. Les révolutions bourgeoises avaient établi que seuls les propriétaires privés riches pouvaient assurer la paix et le progrès social du monde (Hallward 2004). Les autres ne devaient être que des objets de leur charité. La révolution haïtienne des esclaves, qui proposa une autre dynamique de l'histoire mondiale sur la base de l'égalité de l'humanité et donc la solidarité, a radicalisé la position bourgeoise et celle-ci s'est aussi donnée pour objectif de toujours faire échouer la prescription des esclaves révolutionnaires. La démocratie du type nouveau, qui met en avant la maxime d'égalité et la participation solidaire, est donc possible mais, souvent réprimée.

La démocratie semble être réduite à une formalité certifiée et approuvée par la « communauté internationale ». Sans protestations violentes, les expériences électorales marquées de fraudes, d'achat de consciences, de menaces, de comptage falsifié, organisées sur la base des lois injustes et taillées sur mesure, ne sont pas tenues en compte. Les protestations (au Kongo Central en RDC et au Kenya, par exemple) ont rencontré une répression disproportionnée.

La mondialisation a pour cible la destruction, l'effondrement ou l'affaiblissement des Etats-nations, lieux possibles de la politique révolutionnaire (la politique du « révolutionnaire d'Etat » d'Alain Badiou, par exemple), la politique du « bien-être social » (le « welfare State ») et même la politique de guerre comme continuation de la politique étatique. La guerre comme continuité de la politique de l'Etat est achevée. Sous le drapeau hégémonique de l'ultralibéralisme, la guerre est conçue comme opposant *le bien au mal*. La guerre se fait pour éradiquer le mal. Des axes du mal – comprenant, entre autres, les organisations et des individus terroristes ainsi que des Etats dits voyous – sont pointés du doigt, surtout hégémonique, américain. Cette conception de la guerre fait appel au crime et à la loi. Des alibis, considérés comme figures criminelles sont recherchés et repérés⁵ : Saddam Hussein, Milosevic, Bin Laden, les Interahamwe, sont des exemples (Lazarus 2001). Les anciens croisés de la Guerre froide sont parfois devenus des alibis de la Guerre contre le terrorisme, l'incarnation du mal.

La guerre contre le mal semble être sans fin – même quand l'axe du mal est identifié. Ce, en quoi consiste la victoire dans cette guerre, n'est pas clair. Est-ce la « réussite » de la démocratie imposée ? L'élimination des figures jugées d'être criminelles, comme Saddam Hussein, pour l'Iraq ? La destruction ou l'effondrement d'un Etat-nation, son peuple ainsi que le pillage de ses ressources naturelles ? Ou bien, s'agit-il de la réduction de la diversité culturelle du monde en une seule culture de pensée unique ? Le monde, dans cette perspective, est devenu très divisé et de façon arbitraire : « la bonne ou acceptable démocratie » est opposée à la mauvaise ou « inacceptable » démocratie – comme la récente expérience palestinienne issue des élections remportées par des « terroristes présumés ». Le « bon musulman » est opposé au « mauvais musulman » (Mamdani 2004) ; les « bons Etats » sont opposés aux « Etats voyous » et généralement, les démocrates opposés aux terroristes. Sont-elles là les contradictions qui structurent le monde d'aujourd'hui, celui de la mondialisation ? Ne faisons-nous pas face à un processus global de 'nouvelle accumulation primitive' ? De plus en plus, à qui va appartenir le monde entier ? Le monde entier est en voie d'être exproprié par ceux qui ont le monopole de la force pour parvenir à la séparation des gens du monde de leur propriété – à commencer par la terre. Le droit de propriété acquis par la force brute est en train de remplacer tous les autres droits possibles (coutumier/collectif, celui de premier occupant, etc.) Cela est favorisé par l'ultralibéralisme et les politiques de privatisation qu'il draine

avec lui. Les puissances polluantes se comportent comme si la planète Terre leur appartenait. En fait, l'insécurité qui prédomine dans nos pays vise à l'expropriation par les gens plus forts de la propriété des faibles, quelle qu'elle soit, y compris la vie. Que de Congolais sont assassinés chaque nuit pour extorquer leurs petits avoirs (téléphone mobile, bijoux, Petty cash, habits, plaisir sexuel, etc.).

Le contexte mondial est marqué par l'oubli progressif de ce qui est humain dans l'homme, la subordination de l'homme (de sa valeur) à l'argent, la croissance scandaleuse de la pauvreté mondiale au milieu d'une minorité scandaleusement super-riche, la subordination de la sécurité de l'humanité au développement vertigineux des moyens de la destruction militaire de l'humanité, accompagnant la destruction de la nature sous prétexte du « développement », « de la croissance économique ou du progrès ». Les aspirations hégémonistes pour l'exclusive expropriation du monde par une minorité très militairement armée et souvent agressive ne cessent de grandir. Cette minorité est presque sans sympathie des victimes des génocides sur lesquels, pendant des siècles, elle a bâti sa « civilisation », ni aux survivants (presque miraculeux) des populations dites indigènes du monde. Le despotisme est porté au niveau d'un culte d'excellence presque criminelle.

Les rapports humains sont remplacés par ceux d'argent ; sans argent, on est presque considéré comme étant raisonnablement mort. Toute une grande partie de l'humanité, entassée dans des camps ou des bidonvilles, vivent soit de soi-disant biscuits « vitamineux » des humanitaires soit de façon précaire. L'élévation de l'homme est assimilée à l'accaparement rapide d'argent – devenir, millionnaire en 1 jour, par exemple ! Vivre c'est vivre riche au détriment de tout le reste. C'est par la politique (mieux : politique politicienne dominante) qu'en Afrique on pense y arriver. La démocratie qui ne part pas de la base vers le sommet, des victimes vers leurs bourreaux, des pauvres vers ceux qui les appauvrissent n'est au maximum qu'une forme de charité (et non une solidarité) par celui ou celle qui a trop , plus que ce dont il/elle a besoin. C'est par la honte, le remord et la peur du soulèvement du pauvre qu'elle se fait. N'être pas de l'Afrique est devenu une marque d'élévation de civilisation au lieu d'être un abaissement spirituel, pour fermer les yeux devant sa responsabilité. La question s'est même posée à Paris : « Peut-on vivre en Afrique ? »